

La doctrine Kitson: manoeuvres politiques et répression [\[Archive EM\]](#)

Dominique Moulin et Jeanne Leblanc*

* Dominique Moulin et Jeanne Leblanc sont collaborateurs de l'hebdomadaire Solidaire.

Plusieurs spécialistes bourgeois se sont penchés sur le problème de savoir comment la bourgeoisie a pu maintenir sa domination injustifiée contre l'opposition de la majorité de la population, et ce sans toucher à sa façade pseudo-démocratique. Nous pouvons trouver les fondements de la stratégie contre la rébellion dans le livre de Frank Kitson, général de Brigade anglais, livre paru en 1971 et intitulé *Low Intensity Operations, Subversion, Insegercy and Peacekeeping*.¹ Pour tout communiste, pour tout syndicaliste, la connaissance de la théorie de Kitson est une arme indispensable pour comprendre, et prévenir, l'action de la bourgeoisie contre les luttes populaires.

Synthèse de l'expérience de la bourgeoisie sur le plan du maintien de l'ordre

Kitson a établi un système à partir d'expériences du combat contre les mouvements de lutte anticoloniaux dans les anciennes colonies françaises et britanniques, un combat auquel il a lui-même participé, et s'est également basé sur les événements de la seconde guerre en Indochine et de la guerre contre la lutte anticoloniale en Irlande.

Le journaliste français Roger Faligot, qui a analysé la théorie de Kitson dans son livre *Guerre spéciale en Europe* y écrit: "Le livre représente la somme des expériences contre-insurrectionnelles et surtout une synthèse des tâches nouvelles auxquelles doivent s'atteler les armées occidentales en Europe de l'Ouest."²

Ce que l'on peut appeler le "kitsonisme" est issu de multiples expériences dans la répression de révoltes populaires. Les théoriciens et les acteurs de l'appareil de répression travaillent avec une extrême prudence. Toute expérience est soigneusement étudiée et doit servir à élaborer de nouvelles stratégies, de nouvelles tactiques ou à améliorer celles qui existent déjà. En 1973, le président de la Royal United Services Institute for Defense Studies a déclaré: "So perhaps what is happening in Northern Ireland is a rehearsal for urban guerilla war more widely in Europe and particularly in Great Britain." (BSSRS, 1974)³

Quant à nous, nous devons impérativement nous préparer de façon approfondie pour la lutte des classes à laquelle il nous sera impossible de nous soustraire. A cet effet, nous soulignons l'application du kitsonisme dans des grèves d'envergure, telles celles dans les mines britanniques où Thatcher, les services de police et Stella Remington, le chef des services secrets britanniques, se sont montrés de dignes disciples de leur compatriote.

Mais, en Belgique aussi nous relevons des aspects du kitsonisme. Nous en voyons des traces lors les grèves dans les mines du Limbourg contre la fermeture de ces mines en 1986 et 1987.

Livres

Roger Faligot, *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion Paris, 1980, 674 FB.
Seumas Milne, *The Enemy within, MI5, Maxwell and the Scargill Affair*, Pan Books, 1995, 382 FB.
Susan Miller and Martin Walker, *State of Siege. A report to the Yorkshire Area NUM*. 1984.
De slag om de mijnen. Het syndicale werkboek van Jan Grauwels en Luc Cieters, EPO, 1988.

Disponible chez :
Librairie Internationale,
Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.
Tél. 02/513.69.07.
Compte 001-1536344-37.

Trois phases dans le développement d'un mouvement populaire

La thèse à la base de l'ouvrage de Kitson est la suivante: l'armée doit se préparer pour affronter d'importants mouvements populaires qui peuvent évoluer ultérieurement vers des révoltes armées. Dans son ouvrage, Kitson distingue trois phases: la phase de préparation, la phase non violente et la phase de révolte ouverte.⁴

Pour chaque phase, les différentes sections de l'appareil de répression sont tenues à des tâches spécifiques. La "phase préparatoire" est celle que nous connaissons pour le moment en Belgique. Mais les perpétuelles guerres de conquête dans le cadre du Nouvel Ordre mondial américain, ainsi que le rouleau compresseur de Maastricht font que cette phase est de plus en plus traversée par la lutte des classes et une opposition acharnée dans tous les pays d'Europe occidentale. Cette situation de "grèves, de manifestations et d'actions de masse" est à l'évidence la caractéristique essentielle de cette phase non violente, selon Kitson. Elle peut s'accompagner de violences, de sabotages et d'attentats que l'on ne peut qualifier de véritable révolte. La troisième phase est celle de la révolte armée.

Guerre permanente contre l'ennemi intérieur

Selon Kitson, la théorie des phases fait clairement apparaître que cet acteur de la guerre des mouvements anti-insurrectionnels élabore son système en termes de guerre permanente. Nous verrons plus loin comment il prévoit des tâches spécifiques pour les différentes phases. De son expérience et de son étude, nous pouvons tirer la conclusion que la guerre menée par Kitson est un combat dirigé contre un peuple qui ose se révolter. Il s'agit d'éliminer les communistes, grévistes, démocrates, anti-impérialistes et militants des mouvements pour la paix; c'est à eux que Kitson déclare la guerre. Les communistes sont sa cible de prédilection. Mais tous ces groupes cités constituent les forces subversives qui

permettent la révolte du peuple et qui la dirigent. Ce sont eux qui sont à la base de tous les problèmes. Ce sont eux qui constituent une menace permanente pour le système de libre marché. Notons que, nulle part, Kitson ne s'en prend à la bourgeoisie monopoliste internationale. A première vue, elle serait une loi naturelle qui ne peut être remise en question.

Pour Maggy Thatcher, Scargill et avec lui le NUM était l'ennemi de l'intérieur, the enemy within, et donc un danger pour la démocratie.⁵

Kitson est également apprécié en Belgique. Nous en voulons pour preuve ce document secret de l'armée, dont on a fait usage pour un exercice militaire tout aussi secret en 1984 (Exercice Try). Voyons la toile de fond sur laquelle se déroule cette manœuvre: "Dans les villes principales et dans les régions en déclin économique, nous constatons depuis deux jours des manifestations de Verts, de pacifistes, de grévistes et de groupements révolutionnaires. La gendarmerie signale d'importants actes de sabotage."

"Bien que la notion de guerre révolutionnaire se retrouve déjà en 1848 dans le Manifeste du parti communiste, sous la plume de Karl Marx et Friedrich Engels, elle n'a été appliquée pour la première fois qu'en 1917, en Russie. En fait, la guerre révolutionnaire relève de la doctrine marxiste-léniniste qui prône la guerre de subversion."

"De ce qui précède il apparaît que, de toutes les guerres, la guerre révolutionnaire est la plus moderne mais aussi la plus dangereuse. En effet, elle fait appel à des méthodes scientifiquement prouvées. En outre, il est impossible de savoir si une telle guerre n'a pas déjà été déclenchée à ce moment".⁶

Grèves et périodes d'actions de masse ou la deuxième phase appelée non violente

Dans cet article, nous nous attacherons principalement à la deuxième phase.

Une grève générale, comme en 1960-1961, la grève dans les mines britanniques en 1984-1985 - la plus longue grève nationale de toute l'histoire anglaise -, les grèves dans les mines du Limbourg en 1986-1987, peuvent être classées dans cette phase. Des manifestations de masse, comme celles de 1986 contre le plan de Val Duchesse et les journées de grève contre le plan global en 1993, peuvent, d'une certaine façon, être reprises sous cette rubrique. Pour cette phase, Kitson prévoit une série de tâches spécifiques.

Nécessité d'un commandement unique

Tout d'abord, les autorités responsables se préoccupent de mettre sur pied un commandement unique émanant à la fois du pouvoir exécutif (gouvernement), de l'administration (justice) et des services de police. Ce qui prouve clairement qu'il s'agit bien d'une guerre permanente où la bourgeoisie s'engage tout entière. En Belgique, les services de police se composent de la gendarmerie - l'élément le plus important -, de la sûreté de l'Etat et des services de police proprement dits.

Nous avons pu constater l'efficacité d'une telle structure lors de la grève dans les mines du Limbourg. La stratégie de la direction syndicale qui proposait de remplacer les comités de grévistes, qui menaient effectivement la lutte, par des comités de coordination avec un seul délégué par mine s'est soldée par un échec. En outre, la promesse du premier ministre Martens, en plein conclave de Val Duchesse, qu'on ne procéderait pas à des licenciements collectifs, n'a pas fin à la grève. C'est alors que la gendarmerie et la police sont entrées en action pour disperser les piquets, et ce avec une grande violence. Cette décision a été prise après concertation avec le gouverneur de province, le Premier ministre, la direction syndicale, l'état-major de la gendarmerie et le bourgmestre de Genk.⁷

Dans ce cas, pas de conflit de compétences, aucune impuissance pour arriver à des résultats, contrairement à ce qui s'est passé dans le dossier de la Bande de Nivelles. On a constaté une grande efficacité coordonnée pour écraser la révolte populaire justifiée.

Une telle structure de crise a également été mise sur pied lors de la guerre du Golfe, cette fois-ci sous les auspices de l'Otan. Dans notre pays, ce sont des lois et des Arrêtés Royaux rarement appliqués qui règlent la politique à suivre dans les périodes de crise.

Recherches à grande échelle d'informations diverses

Ensuite, la gendarmerie collabore en permanence avec les services de police, la sûreté de l'Etat et l'armée pour mettre en place un solide système de classement et de recherche. Cette tâche est d'ailleurs aussi importante dans la première phase, toujours selon la vision de Kitson.

Ainsi Scargill a-t-il été mis sur écoute dès les années 70, en raison de son passé personnel (dirigeant du NUM, dirigeant de grèves dès 1972) et de ses opinions politiques amplement connues. Son collègue Mac Cahey, lui aussi, a été mis sur écoute, dès avant la grève.⁸

Et pour ceux qui auraient encore de la sympathie pour les gens de la BSR (ils doivent aussi gagner leur vie...), il faut savoir que les collègues de la BSR écoutent aussi les conversations privées, qui par la suite sont soigneusement analysées. C'est ainsi que le MI5 a pu récolter des données concernant les déplacements de Mac Cahey, et ce à cause des bavardages de sa femme. On a beaucoup ri dans le MI5...

En Belgique, il existe depuis pas mal de temps une liste de 80 organisations dangereuses à surveiller, parmi lesquelles le PTB figure dans le Top 5. Mais, en 1980, sur insistance des Etats-Unis et de l'Otan, les unités de l'armée ont reçu des consignes pour répertorier, dans 52 districts, tous les endroits d'importance vitale, et de livrer les noms des délégués syndicaux de toutes les entreprises de plus de 100 employés. (Elles sont aussi considérées comme des endroits d'importance vitale).

Pourquoi ce travail d'écoutes? Il s'agit de connaître à fond les éléments subversifs et leurs organisations. Et on fait plus que surveiller et mettre sur écoute. "On ne peut assez insister sur le fait que, lors de la phase préparatoire, nos agents doivent infiltrer les petits groupes subversifs pour y occuper des positions importantes pour nous. Dans cette phase, il est d'une extrême importance de disposer de très bons infiltrants. Ces agents des profondeurs récoltent des informations de haut niveau." Cette action n'est pas seulement le privilège des partis communistes comme le PTB. En Grande-Bretagne, la direction même du NUM a été infiltrée par un nommé Windsor qui avait été engagé comme comptable national. Ledit

Windsor travaillait pour le MI5.⁹ Il s'est occupé d'une série d'affaires financières qui ont causé des problèmes graves au NUM. En effet, il existe en Grande-Bretagne des lois, qui permettent au juge de saisir les fonds des syndicats. Ainsi, des millions de livres, provenant de la solidarité nationale et internationale, ont été détournés par des canaux secrets. Il y avait là la possibilité de bien de dirty tricks. Windsor a aussi été à la base d'une campagne nationale de diffamation à l'encontre des dirigeants du NUM en 1990. Il va de soi qu'en Belgique, des infiltrants de cette espèce sont au travail au sein de syndicats combattifs et progressistes.

"Dans une phase non-violente, dit Kitson, nous avons besoin d'informations opérationnelles et de contacts. C'est cette information qui nous permet d'entrer en contact avec les dirigeants de la subversion, dans le but évident de les éliminer." Concrètement, nous trouvons une description de ces pratiques dans le rapport de la Ligue des Droits de l'Homme concernant les mines du Limbourg. Des dirigeants grévistes, comme Jan Grauwels, sont surveillés jour et nuit, sont constamment sous la surveillance étroite de fonctionnaires de services de police en civil. Cette recherche d'informations exige une grande diversité de sources de bas niveau.

Tous les ouvrages de base concernant les services secrets mentionnent, parmi les sources d'information à mettre en oeuvre dans nos pays, à la fois les moyens techniques et les moyens humains. D'abord, il y a les écoutes, tant téléphoniques que de fax et d'ordinateurs. Les techniques actuelles rendent ces pratiques possibles à grande échelle. Lors des grèves britanniques, on a mis presque tous les grévistes sur écoute et pas seulement les dirigeants.

Les locaux et les secrétariats des partis, des syndicats ou des salles de réunion sont aussi visés. Beaucoup de grévistes et de piquets employaient la CB comme moyen de transmission. Les moyens techniques modernes d'écoute ont la préférence car les comptes rendus de réunions et de discussions sont plus complets et plus vivants que l'interprétation personnelle d'un informateur.

Lors des grèves des mineurs en Grande-Bretagne, on a procédé à des interventions qui visaient à éliminer les piquets volants, précisément sur base des informations fournies par une section spéciale de Scotland Yard. Pour sa part, celle-ci disposait d'une équipe d'écoute permanente composée de deux officiers.¹⁰ On a aussi employé des programmes spéciaux d'ordinateur qui pouvaient transformer certains mots de code des grévistes en données concrètes concernant les déplacements des piquets. Certains connaissent les caméras de circulation. Lors des grèves britanniques, elles furent employées comme source principale d'informations concernant les déplacements des piquets volants. Manifestations et actions sont également filmées.

Nous pouvons facilement nous imaginer qu'il existe déjà un plan d'écoute des communications téléphoniques entre syndicalistes pour éviter la formation de piquets de zoning comme celui qui a formé la trame d'une journée de grève fort réussie contre le Plan global en 1993. La gendarmerie ne se laissera pas prendre deux fois au même piège...

Les sources d'informations humaines encore utilisées à ce jour continuent à jouer un rôle essentiel. Elles vont de l'agent de la BSR et du flic, personnages bien connus et qui "soutiennent, eux aussi, la grève" aux piquets, jusqu'aux observateurs silencieux, qui participent aux réunions ou prennent un verre au comptoir. Tout ce qu'ils apprennent, sert à briser la grève ou à éliminer les militants: tout est trié par l'ordinateur central de la gendarmerie. Donc, il s'agit de se taire!

Présentation d'alternatives politiques

S'adressant au gouvernement, Kitson conseille: "Le gouvernement doit propager ses solutions aux problèmes et miner les propositions subversives par une action psychologique."

Il va de soi que la presse bourgeoise, dans sa grosse majorité, s'est chargée de cette action psychologique. Lors des grèves des mineurs, elle a tout mis en oeuvre pour convaincre l'opinion publique de l'irréalisme des revendications des travailleurs qui refusaient tout licenciement et toute fermeture.

L'usage des médias est une tactique que les services de sécurité appliquent soigneusement. Les moyens sont légion. Ils placent "leurs hommes" dans le monde de la presse. Si cela s'avère nécessaire, ils s'emploient à fabriquer eux-mêmes l'information, grâce à des télex, de fausses nouvelles, des lettres de lecteur, des programmes bidon de télévision et de radio... Cette tactique peut prendre des proportions inouïes. Prenons pour exemple la campagne de diffamation dans le programme populaire de télévision Cook report et dans le journal pro-travailliste de Robert Maxwell, le populaire Daily Mirror, grâce à l'intervention directe des services secrets. On y prétendait que Scargill avait employé de l'argent libyen pour payer l'hypothèque de sa maison. Il aurait aussi détourné une somme énorme - entre un et dix millions de livres - pour servir ses ambitions politiques personnelles...¹¹

Recours à la violence sélective et aux concessions judiciaires

Dès que l'affrontement est inévitable, Kitson se demande: "Comment pouvons-nous exploiter les points faibles d'un mouvement subversif lors de la phase non violente?"

Le moyen le plus simple est l'emploi arbitraire de la violence. Tous les mouvements pacifistes de masse sont très vulnérables à cet égard. Pourtant, cette méthode ne nous semble pas être la plus importante. Aucun gouvernement d'Europe de l'Ouest ne peut se permettre une telle politique...

Pratiquement, le moyen le plus efficace consiste à couper les masses des dirigeants révolutionnaires par des promesses et des concessions judiciaires, tout en leur faisant comprendre qu'on ne peut les obtenir que dans une situation de calme. Lors des grèves dans les mines du Limbourg, le gouvernement (pendant le conclave de Val Duchesse) a tenté de tranquilliser les mineurs par un communiqué du Premier ministre. Selon ce communiqué, la restructuration des mines n'entraînerait pas de licenciements collectifs. Immédiatement la CSC et la FGTB ont décidé de cesser la grève.¹²

Rendre aussi difficiles que possible les conditions de vie et de travail de la population non impliquée dans la lutte

Entre-temps on s'arrange pour rendre très inconfortables les conditions de vie et de travail de la population non impliquée dans la lutte, de telle façon qu'elle n'aspire qu'à une seule chose: le retour au calme.

La violence que la police a employée à Orgeave (action massive et violente contre les piquets) lui a donné le courage

nécessaire pour se rendre dans les villages miniers et y faire preuve de la même violence contre la population.

C'est la stratégie de la rue: déplacer lentement mais sûrement les limites de la violence et de la répression militaire, jusqu'à ce que la population non impliquée trouve nécessaire que l'armée intervienne.¹³ A propos des grèves dans les mines du Limbourg la Ligue écrit: "Lors du changement d'équipe les rues sont vidées. Rien ni personne n'est épargné: grévistes, femmes, enfants, badauds, commerçants, dans les parages de la mine, émigrés..."¹⁴

La mise sur pied de structures alternatives de direction

Le travail des dirigeants grévistes est soumis à une analyse minutieuse, et des tactiques adéquates sont mises en oeuvre pour y répondre: "Nous devons tirer avantage des points faibles et des difficultés des révolutionnaires dans la direction du mouvement de masse... Leur problème premier est de mettre le mouvement en route, le deuxième est de le maintenir en marche et le troisième consiste à construire une structure qui leur permet d'influencer la masse de façon permanente et d'en garder le contrôle."

En Grande-Bretagne, Thatcher et le National Coal Board ont joué le tout pour le tout pour soutenir et privilégier la section pro-gouvernementale dissidente du NUM à Nottinghamshire, le UDM (Union of Democratic Mineworkers). En effet, ces gens refusaient de faire la grève et, de plus, par toutes sortes de disputes internes, ils jetaient le discrédit sur le travail du NUM. Ils occupaient une place stratégique pour miner la grève et y faire un véritable travail de sape. Thatcher recommanda vivement à son conseiller Hart de ne pas laisser tomber le UDM: "Nous en aurons encore besoin." Lors de cette grève, on s'interrogea ouvertement sur l'intervention directe des services secrets dans cet UDM.¹⁵

Mise sur pied d'unités d'intervention spécialisées: les POSA en Belgique

POSA n'est pas un mot de passe; il s'agit des "Pelotons d'observation, de sécurité et d'arrestation", d'une section spéciale de la gendarmerie, créée en toute discrétion en 1985. Ce sont des unités spéciales d'intervention dont le but est d'observer et, si nécessaire, d'arrêter, les casseurs et les agitateurs. Leur nécessité est apparue lors de la manifestation des métallurgistes en mars 1982 et de la Marche des jeunes en avril 1982. Ni la BSR ni les unités mobiles de la gendarmerie, pourtant en ordre de combat, ne furent capables de maîtriser la colère des dizaines de milliers de manifestants. Suite à cette pitoyable intervention de la gendarmerie, le commandement général a fait état de la présence d'agitateurs, parmi lesquels le PTB occupait à nouveau la place d'honneur.¹⁶

Une équipe similaire existe aussi en Angleterre. Elle s'appelle ici National Riot Force. Ces patrouilles furent également engagées lors des grèves des mineurs. Ce qui les caractérise, c'est qu'elles ont reçu un entraînement spécial en techniques de provocation. Si le piquet n'est pas assez violent pour permettre une charge policière, des infiltrants en habits de mineurs se mettent à jeter des pierres et provoquer la confrontation.

Autant que possible on s'arrange pour que la presse soit présente afin qu'elle puisse témoigner de l'attitude criminelle des grévistes et de les discréditer aux yeux de l'opinion publique. Tel est évidemment le but.¹⁷

Le moyen ultime: le recours à la violence pure

Kitson ne s'en soucie pas, certes, mais les politiciens doivent tenir compte d'éventuelles protestations. Le gouvernement belge n'a eu aucun scrupule pour décider d'employer la violence. En effet, toutes les tentatives pour briser la grève avaient échoué. On envisageait une grève générale contre le plan de Val Duchesse. Seule la violence pure pouvait mettre fin à cette situation. La dictature du capital dans toute sa splendeur...

Le rapport de la Ligue mentionne: "Les charges de la gendarmerie font preuve d'une violence aveugle et se terminent par la poursuite de personnes... Et ce jusque dans les habitations privées, les jardins, les cuisines, les chambres à coucher... L'impression globale qu'on peut retirer de ces faits diffère radicalement de ce que l'on peut considérer comme le maintien de l'ordre à l'entrée des mines."¹⁸

On retrouve les mêmes faits chez Thatcher. Mais l'ampleur, la durée (365 jours) et la portée de cette grève en a fait une véritable guerre. En réalité, diverses zones minières ont été transformées en régions occupées militairement, même si, en fin de compte, l'armée n'a pas été amenée sur place. On a recouru à des arrestations arbitraires et "la terreur totale et souvent provoquée aux piquets et dans les villages, même à la torture. La police a outrepassé son rôle en étant à la fois juge et policier. Elle a réquisitionné des voitures sans aucun motif, elle a mis des mineurs en garde à vue, mené des interrogatoires quant à leurs opinions politiques, etc..."

Il était évident que la grève devait être brisée par tous les moyens, mais aussi que cette situation était l'occasion pour préparer toutes sortes de techniques pour pouvoir mieux abattre la résistance et la rébellion dans l'avenir.¹⁹

Kitson et Marx...

"Thatcher et son équipe sont allés trop loin..." "Une politique aussi dure ne serait pas possible chez les Tories ou le Labour modérés." "Des excès d'hommes impatientes et nerveux." Tel est le bilan qui a été diffusé par la bourgeoisie et sa presse après ces confrontations.

Mais c'est un bilan mensonger. Il tente de faire passer le fond de la pensée réformiste d'après-guerre. On prétend que la société capitaliste doit son progrès au modèle du consensus. Dans notre société "démocratique", "où le peuple a son mot à dire", la police, la gendarmerie, l'armée, doivent jouer un rôle de serviteurs neutres de l'intérêt général, un rôle conciliateur dans les conflits... La réconciliation, le respect de la juste mesure, telle est la règle. La violence et la répression, sont donc l'exception et sont réservées aux grands criminels et aux ennemis de l'extérieur.

La thèse de Kitson démontre clairement que la guerre est la norme et que cette guerre est permanente et globale car la bourgeoisie y implique toutes ses forces. Elle montre que c'est une guerre implacable qui oppose deux classes aux intérêts politiques et économiques irréconciliables et qui ne peuvent exercer leur pouvoir qu'en pleine liberté, lorsque l'une domine l'autre. Dans notre société, c'est la guerre entre la grande bourgeoisie monopoliste et son appareil d'Etat d'une part et la grande majorité de la population travailleuse de l'autre.

A Kitson, il faut opposer Marx, Engels et Lénine. Le commandement de l'armée le fait d'ailleurs également, bien que dans d'autres perspectives. La mise en place du socialisme exige la révolution armée et la destruction de l'appareil de répression actuel. Telle est, en effet, la stratégie marxiste, la seule valable si l'on pense au bien-être du peuple. Si tel est notre point de départ nous pouvons préparer n'importe quelle lutte et nous protéger contre les escadrons noirs et les infiltrants. Nous pouvons nous protéger de diverses façons contre les écoutes téléphoniques, contre la curiosité des caméras, contre les éléments indésirables.

Tout comme les mineurs limbourgeois et anglais, nous pouvons contrer une partie de la presse grâce à nos actions et à notre propre presse. Mais il est tout aussi indispensable de défendre bec et ongles, dans chaque combat, nos droits démocratiques. Nous ne pouvons pas permettre que les forces de répression dépassent leurs compétences. Le droit de grève, le droit de manifester, le droit au piquet, l'interdiction de fichage politique, l'interdiction de recueillir des informations grâce à des caméras, la sanction de toute faute de la part des forces de répression, la dissolution de toute unité spéciale anti-émeutes, comme les POSA et bien d'autres encore, tous ces points doivent figurer parmi les préoccupations des démocrates pour contrer la théorie de Kitson.

Notes

- ¹ La stratégie de Kitson se retrouve largement dans le livre de Roger Faligot, *Guerre spéciale en Europe*, Ed. Flammarion, Paris, 1980, pp.338. Nous renvoyons spécialement aux pages 33 à 35; 163 à 182; et aux pages 231...
- ² Roger Faligot, *Guerre spéciale en Europe*, p.16.
- ³ Susan Miller et Martin Walker, *A State of Siege*, A report to the Yorkshire Area NUM, juin 1984, II, p.63.
- ⁴ Roger Faligot, *Op. cit.*, p.33.
- ⁵ Seumas Milne, *The Enemy within*, MI5, Maxwell and the Scargill Affair, Verso, 1994, p.19.
- ⁶ *Solidaire*, september 1987.
- ⁷ Jan Grauwels en Luc Cieters, *De slag om de mijnen*, Uitg. EPO, 1988.
- ⁸ Channel 4, 1985. Témoignage de Cathy Massiter dans un programme sur les écoutes téléphoniques en Grande-Bretagne.
- ⁹ Seumas Milne, *The Enemy within*, p.151-179.
- ¹⁰ Susan Miller et Martin Walker, *A State of Siege*, I, p.40, II, p.17.
- ¹¹ Seumas Milne, *op. cit.*, p.30.
- ¹² Jan Grauwels en Luc Cieters, *op. cit.*, p.82-84.
- ¹³ Jan Cappelle, J. Lippens. *Rapport de la Ligue des Droits de l'Homme sur le maintien de l'ordre pendant la grève des mineurs*, 1986, p.14.
- ¹⁴ Jan Cappelle, J. Lippens, *op. cit.*
- ¹⁵ Susan Miller et Martin Walker, *op. cit.*, III, p.64.
- ¹⁶ Jos Vander Velpen, *De CCC, de staat en het terrorisme*, EPO, 1987, p.102-103.
- ¹⁷ Susan Miller et Martin Walker, *op. cit.*, II, p.62-65.
- ¹⁸ Jan Cappelle, J. Lippens, *op. cit.*
- ¹⁹ Susan Miller et Martin Walker, *op. cit.*, I, p.13-15; II, p.51.